

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Les-énigmes-de-l-Amerique-Latine-Bernardo-Kliksberg>

# « Les énigmes de l'Amérique Latine » Bernardo Kliksberg

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : mercredi 5 décembre 2012

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**L'Amérique Latine apparaît à première vue comme une terre d'énigmes.** *The Economist* s'étonne devant certains d'entre elles. Et se demande : « *Pourquoi, le Panama, pays de la région à la croissance la plus rapide, est-il si en colère ?* » (24/11/12). La question est légitime.

La croissance annuelle du PIB fut au cours des six dernières années de 9% par an. Cependant, en novembre il y a eu une semaine de révoltes de la société à Colon, faisant trois morts. Le gouvernement avait approuvé une loi pour vendre la terre aujourd'hui publique là où la zone libre est située. Il a du revenir en arrière. En février, les indigènes ont protesté à Chirique contre les projets qui leur portaient préjudice. Deux morts. Avant, les travailleurs de la banane avaient manifesté contre une proposition pour restreindre le droit de grève. Un mort.

Le droit à l'éducation existe dans la loi, mais il est d'un exercice difficile. On manque d'écoles secondaires et la qualité est un gros problème.

Il y a aussi des énigmes latentes par rapport au Pérou. La croissance des années récentes, très liée à l'industrie minière, a été accélérée.

Mais il est possible de trouver simultanément à la Une du quotidien le plus diffusé, *El Comercio* du 23/10/12, les informations suivantes. Dont voici un exemple de titre : « *Le risque pays du Pérou est le plus bas de l'Amérique Latine* ». Et à côté : « *Le Pérou est l'un des pays qui a le plus amélioré son environnement pour les affaires dès 2005, selon le classement de la Banque mondiale* ».

Mais, dans la même Une, en bas, on lit que « *Des 144 économies étudiées, le Pérou occupe le 138<sup>ème</sup> rang pour qualité de l'instruction primaire* » (Forum de Davos). L'investissement du pays dans l'éducation est proportionnellement l'un des plus faibles de la région.

De même, une autre information de la Une rend compte de comment la consommation du quinoa, considéré comme végétal parfait par la FAO, d'une grande valeur nutritionnelle, a chuté de 90 % dans la région de Puno, qui est la plus grande productrice avec 77,8 % des hectares cultivés. On signale : « *Durant les 15 dernières années, la consommation annuelle de quinoa à Puno a passé de 5 kilos à un kilo en moyenne par personne, parce que le prix est monté de 30 centimes pour atteindre 8 soles [Monnaie nationale] à cause du boom exportateur de cette céréale* ».

La République Dominicaine a un taux de croissance élevé, mais un des taux de mortalité maternelle le plus élevé de la région, et il est difficile d'accéder à une éducation de qualité. La Constitution établit que le pays devrait dépenser pour l'éducation pas moins de 4 % du PIB, un objectif éloigné du 6 % de l'Unesco, mais ainsi il n'est pas atteint. La pression fiscale est la troisième la plus faible de la région. Les recettes fiscales représentent seulement 12 % du PIB.

La Colombie est une autre économie qui connaît une progression importante dans sa croissance, mais *The Economist* souligne que la distribution de la terre est parmi les plus inégales du monde. 52 % des exploitations sont entre les mains de 1,15 % des propriétaires. Seulement 22 % de la terre potentiellement arable est cultivé.

Le Chili est signalé comme « le modèle » de la croissance. Cependant, l'inégalité est très élevée. L'un de ses piliers est l'« *héritage maudit* » de Pinochet dans l'éducation. Les iniquités sont très aiguës en termes de qualité, et aller à l'université requiert des revenus élevés. Les étudiants du secondaire et de l'université ont massivement demandé

une éducation gratuite pour tous, améliorer la qualité, interdire l'éducation ayant pour finalité le profit. Ils se sont attirés le soutien d'une large part de la population. Ils ont réussi à mettre le sujet au centre de l'agenda public.

Dans tous ces cas, il existe des raisons concrètes pour lesquelles la croissance n'atteint pas la grande partie de la population. La principale est l'inégalité. Les [coefficients Gini](#) de répartition du revenu, et de la terre, l'accès à l'éducation et à la santé publique, notamment, sont parmi les plus élevés d'un point de vue international.

Même le FMI finit par découvrir que l'inégalité est néfaste pour la croissance. Le *The New York Times* (17/10/12) explique que Jonathan Ostry du FMI remarque dans une étude récente à propos des États-Unis que « *la croissance est plus fragile dans les pays ayant des niveaux élevés d'inégalité* », et que l'augmentation de l'inégalité dans le pays dès 1980 a pu réduire l'expansion économique d'un tiers.

Le FMI affirme maintenant que réduire l'inégalité et augmenter la croissance « *sont deux faces de la même pièce de monnaie* ».

Ce n'est pas ce qu'il a appliqué dans les années 90 dans des pays comme l'Argentine, où ses exigences exécutées par le ménémisme, son élève exemplaire, ont fait bondir le coefficient Gini de 0,42 en 1992, à 0,53 en 1999. Un vrai record qui a porté l'écart entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres à 18 fois en 1993 à 26 fois en 2000. Ce sont effectivement deux faces de la même pièce, cela a beaucoup participé à l'implosion économique et sociale de 2001.

Les énigmes de la région ont une solution. Il est possible de réduire très fortement l'inégalité, et c'est le levier d'une croissance durable.

Le Banque mondiale vient de faire savoir, dans une nouvelle déconcertante pour des économistes orthodoxes récalcitrants, que les classes moyennes ont progressé en Amérique Latine entre 2003 et 2009, et que le leader fut l'Argentine, qui a doublé sa classe moyenne en la portant de 9,3 à 18,6 millions de personnes, suivie du Brésil et de l'Uruguay.

L'augmentation en Argentine fut de 25 % de sa population, au Brésil de 22 et à l'Uruguay de 20%.

L'Argentine était en 2002 un pays de pauvres. 58 % de la population était sous la ligne de pauvreté et presque la moitié d'eux dans une extrême pauvreté. Et elle est devenue, en 2009, un pays avec près de la moitié de ses habitants dans la classe moyenne.

Et qu'est-ce que ces trois économies ont en commun, avec les autres de l'Unasur qui s'orientent à la même direction ?

L'égalité est un objectif central de leurs politiques publiques. Mais la lutte pour elle n'est pas seulement restée dans l'expression de désirs pieux. Elle a été matérialisée dans des politiques économiques mobilisatrices de la production nationale, du marché interne, des PME, de création d'emplois, d'intégration régionale et de grands investissements sociaux concrets.

L'Argentine investit dans l'éducation 6,5 % de son PIB, le taux le plus élevé de la région. Cela a permis que 90 % des jeunes en âge de faire des études secondaire est aujourd'hui à l'école. De la même manière, elle a investi 1,2 % de son PIB dans l'Attribution Universelle, pour l'intégration des 3,8 millions d'enfants pauvres.

Le Brésil de Lula et de Dilma a investi dans les grands programmes sociaux, comme *Bourse Famille* et *Brésil sans Misère*, près de 1 % de son PIB.

L'Uruguay a multiplié ses politiques d'intégration dans la gestion du *Frente Amplio*, faisant baisser la pauvreté de 39 à 13 %.

Il y a beaucoup plus à faire, et de grands défis en attente ; mais les chiffres sont là, indiquant que l'on va dans la direction historiquement correcte.

Aujourd'hui les citoyens européens, en pleine mobilité sociale descendante sous l'impact du fanatisme de l'austérité, regardent de plus en plus attentivement vers un Sud en changement profond.

**Bernardo Kliksberg** pour [Página 12](#). Buenos Aires, 5 décembre 2012.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

\* **Bernardo Kliksberg** est économiste, consultant, écrivain et professeur argentin. Spécialiste du « *Management Social* » et il est le pionnier du « *Développement éthique* », du « *Capital Social* » de la « *Responsabilité Sociale Entrepreneuriale* ».

[El Correo](#). Paris, le 5 décembre 2012.

### [\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).